

Unité départementale de la Manche
477, boulevard de la Dollée BP 70271
50001 Saint-lô Cédex

Saint-lô, le 22/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS Ile de France SAS

2 rue Jean Mermoz
78114 Magny-les-Hameaux

Références : 2024.122
Code AIOT : 0005301399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement COLAS Ile de France SAS implanté ZAC de la Chevalerie 415, rue Jules Vallès 50000 Saint-Lô. L'inspection a été annoncée le 04/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS Ile de France SAS
- ZAC de la Chevalerie 415, rue Jules Vallès 50000 Saint-Lô
- Code AIOT : 0005301399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Colas Ile-de-France exploite à Saint-Lô une unité de production d'émulsions bitumineuses destinées à alimenter des centrales d'enrobage et installations similaires. L'exploitation de cette unité relève du régime de l'autorisation (arrêté préfectoral n°82-678/DL/CL du 25/03/1982) au titre de la rubrique ICPE n° 4801.1 (houille, coke, lignite, charbon de bois,

goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t). Le site comprend également des installations connexes relevant du régime de la déclaration.

La production d'émulsions a été arrêtée le 01/01/2024.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Constats non soldés de l'inspection du 23/11/2017

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Etude technique risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement ICPE	Autre du 25/10/1981, article -	Sans objet
3	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 23/12/2008, article 3.3 annexe I	Sans objet
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 23/12/2008, article 2.9 annexe I	Sans objet
5	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 23/12/2008, article 2.10 annexe I	Sans objet
6	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.2 annexe I	Sans objet
7	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.6 annexe I	Sans objet
8	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.3 annexe I	Sans objet
9	Consignes	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.7 et 4.8 annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'inspection était de faire le point sur les constats non soldés de l'inspection précédente (en date du 23/11/2017).

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'activité de production d'émulsions avait cessé depuis le

01/01/2024. L'exploitant devra par conséquent notifier cette cessation, puis dérouler les différentes étapes de la procédure (dont mise en sécurité). Une non-conformité, déjà constatée lors de l'inspection précédente, demeure concernant le risque foudre. Celle-ci pourrait toutefois se résorber dans le cadre de la cessation d'activité, par le démantèlement et l'évacuation des équipements à risque (cuves).

Du fait du contexte de cessation d'activité, aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité